

## **MARXISTES CONTRE PROUDHONIENS...**

Dans son livre *«Misère de la philosophie»*, Marx fait grief à Proudhon, d'une façon fort déloyale d'ailleurs, de méconnaître les fondements réels de la société bourgeoise de l'époque. Il l'accuse de n'avoir rien compris aux principes économiques sur lesquels reposait toute la structure de la puissance d'une classe qui exploitait impitoyablement une autre classe, le prolétariat, c'est-à-dire la masse des hommes n'ayant à offrir à la société que leurs bras et leurs cerveaux pour subsister.

Il l'accuse de ne pas s'incliner devant une économie qui, selon les idées de l'époque, se développe conformément aux lois de la nature, et que Marx lui-même considérait comme artificielle. Mais dans ce duel entre les deux géants de la pensée socialiste, il y a lieu, dans cette courte étude, de s'en tenir à quelques points particuliers qui sont encore aujourd'hui d'une actualité indiscutable.

Par exemple, Marx reproche à Proudhon de confondre la valeur des marchandises mesurée par la quantité de travail nécessaire à les créer avec la valeur des marchandises mesurée par la valeur du travail. Il lui reproche de faire de la valeur du travail la cause efficiente de la valeur des produits, au point que la valeur du travail forme le «prix intégrant» de toute chose. Ainsi comme conséquence, selon Proudhon, une certaine quantité de travail fixé dans un produit équivaut à la rétribution du travailleur: *«le travail de tout homme peut acheter la valeur qu'il enferme»*. C'est cela qui l'autorise à confondre les frais de production avec les salaires. En résumé, dit encore Marx, il cherche la mesure de la valeur relative des marchandises à l'aide de la valeur du travail qui, elle-même est une autre valeur relative. (Valeur d'échange, bien entendu).

J'ai idée que toutes ces considérations sur la valeur paraissent aujourd'hui bien subtiles et ne collent plus aux réalités. Que reste-t-il de toutes ces données présentées comme les fondements de la science économique qui en fait cherche encore sa voie? Qu'y a-t-il de vrai dans ce que certains marxistes entendent par nécessité historique, dialectique, etc., ou d'autres par Etat, nation, patrie, religion, hiérarchie, etc.?

Je ne suis technicien ni de l'énergétique, ni de la science économique, ni de n'importe quoi; mais comme chacun d'entre nous, j'ai le droit de douter et de penser au proverbe: *«à beau mentir qui vient de loin»*. Et je suis d'accord avec Bakounine qui répondait ainsi à Marx: *«Du moment qu'il y a une vérité officielle scientifiquement découverte par le travail isolé d'une grande tête exceptionnellement garnie de cervelle, une vérité annoncée et imposée du haut du Sinaï marxien, à quoi bon discuter. Il ne reste plus qu'à apprendre par cœur tous les articles du nouveau décalogue»* (Fragments 1872.).

On n'en est pas encore là chez nous, mais le danger est à la porte aussi bien celui qui nous vient de Moscou que l'autre qui nous vient de Rome et non pas d'Amérique, de Pékin ou du Caire.

Mais, pour en revenir au point précis de notre sujet, sur quoi s'est-on mis à peu près d'accord pour donner un sens tant soit peu scientifique sinon absolu au mot «valeur» dans un produit. On s'est basé tout simplement sur une vérité vieille comme le monde: toute chose qu'on trouve ou qu'on peut fabriquer facilement baisse de valeur et doit logiquement baisser de prix; et c'est ainsi que le temps de production est la mesure de la valeur. Mais le temps réel dans lequel une chose peut être produite n'est mis en évidence, que dans une économie libre. Or, aujourd'hui chacun sait que la concurrence ne joue pas, et que pratiquement le déterminisme de la valeur est impuissant à réaliser ses effets qui, à mon avis,

pourraient assurer, si les hommes étaient d'accord, la prospérité à tous et plus particulièrement aux classes déshéritées. Un dirigisme antiégalitaire impitoyable, exercé par les classes privilégiées, aidées en cela par l'ignorance des masses, se charge d'en maintenir l'action utile dans les strictes limites des intérêts particuliers, c'est-à-dire des privilégiés. Le temps de production ou plus exactement la vitesse de production, synthèse du temps et du coût de production, joue de moins en moins dans la détermination de la valeur des produits, donc de leurs prix. *«La productivité étant le rapport de la production au temps du travail direct et indirect nécessaire pour obtenir cette production, elle n'est rien d'autre que l'inverse du prix de revient exprimé en heures de travail, car le prix de revient est le prix de l'unité de production. Si donc la productivité est constante, le prix de revient est proportionnel aux salaires. Par conséquent, à productivité constante, l'amélioration du pouvoir d'achat ne peut être obtenue que par une réduction de l'écart entre les prix de revient et les prix de vente»* (J. Fourastié, *Machinisme et bien-être* p.145.) Ces lignes de J. Fourastié appuient la thèse de Proudhon, que seul le temps de travail, c'est-à-dire le salaire, au sens large du mot, est en fin de compte la mesure de la valeur de toute chose. Les conflits individuels et collectifs des hommes divisés en classes, que Marx qualifie de déterminants dans la marche de l'économie, ne sont, la plupart du temps, que des manifestations vaines qui retardent l'évolution vers une plus juste répartition du travail et de la consommation.

Donc, lorsque nos ancêtres les économistes individualistes ou anarchisants préconisent avec Proudhon la valeur du travail comme mesure de la valeur dans une économie libre, leur conception qui pouvait paraître selon Marx contraire aux faits économiques, répondait par une anticipation clairvoyante à la situation d'aujourd'hui. Et Marx a beau rétorquer que le travail marchandise est une «réalité effrayante», que la force de travail, en tant qu'elle se vend et s'achète est une marchandise comme une autre, il néglige ce facteur puissant de l'évolution, le libre arbitre de l'homme grâce auquel celui-ci peut changer le cours des choses. Les travailleurs peuvent s'ils le veulent tenir en échec la loi d'airain des salaires et décider ou faire admettre que travail et capital, employés et employeurs, auront un rôle égal dans l'économie. Et pour cela nul besoin d'être en démocratie populaire.

Au surplus, n'est-ce pas Marx lui-même qui justifie la thèse proudhonnienne en croyant la condamner lorsqu'il écrit: *«La seule quantité de travail servant de mesure à la valeur sans égard à la qualité, suppose que les travaux sont égalisés par la subordination de l'homme sous la machine ou par la division extrême du travail; que les hommes s'effacent devant le travail; que le balancier de la pendule est devenu la mesure exacte de l'activité relative de deux ouvriers... Dans l'atelier automatique le travail d'un ouvrier ne se distingue presque plus en rien du travail d'un autre ouvrier. Voilà quel est en dernière analyse l'état des choses dans l'industrie moderne. C'est sur cette égalité déjà réalisée de travail automatique que Proudhon prend son rabot d'égalisation qu'il se propose de réaliser universellement dans le temps à venir»*.

N'est-ce pas ainsi que se présente la situation dans tous les secteurs de la grande production où de plus en plus le phénomène automation est roi et où l'ouvrier n'est plus que la partie encore pensante d'une gigantesque centrale de production et de distribution? Alors, nous pouvons conclure que la conception proudhonnienne, ce rêve d'égalité de «petit bourgeois» dans le travail et dans la consommation, qui semblait ridicule au grand bourgeois intellectuel qu'était Marx, paraît aujourd'hui parfaitement réalisable, à condition bien entendu, que les travailleurs en comprennent la portée et veillent bien s'en inspirer.

Puisqu'en définitive, il y a de moins en moins de différence entre travailleurs, d'une part dans l'effort, la peine, c'est-à-dire dans la dépense d'énergie vitale, d'autre part dans les données comptables de l'économie où le salaire est de plus en plus le seul élément du prix de revient, c'est-à-dire l'exacte mesure de la valeur le «prix intégrant de toute chose», les libertaires, héritiers de la pensée proudhonnienne peuvent affirmer hautement leur idéal qui, sur le terrain économique se résume, à mon avis en quelques mots: égalisation des échanges dans le domaine des biens et des services, égalisation des salaires, étant admis que la quantité de travail est le facteur déterminant de la valeur des choses; productivité poussée au maximum par la mise en œuvre du progrès technique et l'utilisation des forces naturelles, devant se traduire par le remplacement progressif du travail obligatoire par l'activité libre.

**J. FONTAINE.**